

Brèves macroéconomiques d'Afrique australe

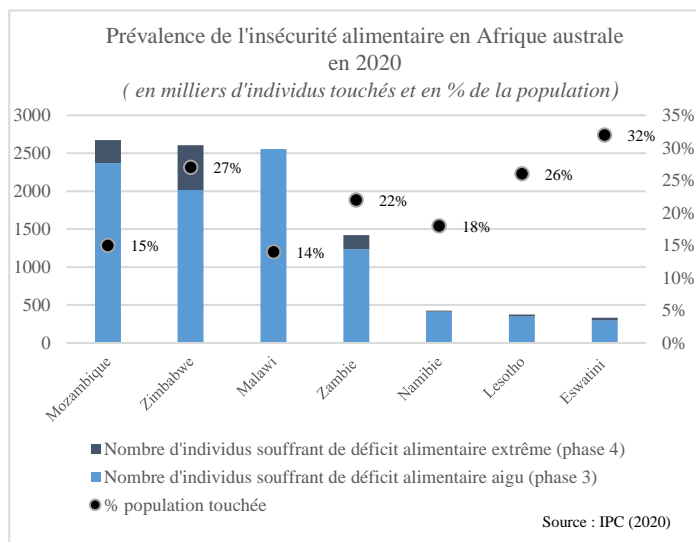
Faits saillants – Période du 15 au 21 Janvier 2021

- Afrique australe : L'insécurité alimentaire à un niveau toujours élevé dans les pays les plus pauvres de la zone
- Afrique du Sud : La SARB maintient son taux d'intérêt dans un contexte d'inflation modérée
- Afrique du Sud : La production minière continue d'enregistrer des performances inquiétantes au mois de décembre
- Namibie : L'inflation accélère pour atteindre 2,4% en décembre
- Zambie : Glencore cède ses parts dans la mine de cuivre de Mopani

Afrique australe

L'insécurité alimentaire à un niveau toujours élevé dans les pays les plus pauvres de la zone (IPC)

Selon l'*Integrated Food Security Phase Classification (IPC)*, outil développé par les Nations Unies pour mesurer l'insécurité alimentaire dans le monde, plus de 10 millions d'individus souffrent de déficit alimentaire et de malnutrition dans les pays d'Afrique australe (pays de la zone de compétence du SER hors Afrique du Sud, Angola et Botswana) – à des niveaux aigus (phase 3) ou extrêmes (phase 4). Les pays les plus touchés par l'insécurité alimentaire sont l'Eswatini (32% de la population touchée), le Zimbabwe (27%), le Lesotho (26%) et la Zambie (22%). Les aléas climatiques et les différentes crises qui sévissent dans la région (Covid-19 bien sûr, mais aussi crise sécuritaire au Mozambique) ont eu tendance à accentuer l'ampleur du phénomène en 2020.



Afrique du Sud

La SARB maintient son taux directeur dans un contexte d'inflation modérée (SARB et StatsSA)

Le comité de politique monétaire de la banque centrale (SARB), qui s'est réuni le 21 janvier, a décidé de maintenir le taux directeur inchangé à 3,5% – décision prise à trois votes contre deux. La SARB estime qu'elle a mobilisé au maximum le levier monétaire dans son soutien à l'économie et que le retour à la croissance devra passer par des réformes structurelles. Cette décision intervient alors que l'agence statistique venait de publier les chiffres de l'inflation pour le mois de décembre. Sur un an elle a atteint 3,1%, après 3,2% en novembre. Les principaux contributeurs à la hausse des prix sur la période sont les denrées alimentaires (+6% avec une contribution positive de 1 point), le logement et (+2,7% ; +0,7 point) et les biens et services divers (+7% ; +1,1 point). En moyenne sur l'année 2020, l'inflation s'établit à 3,3%, soit le niveau le plus faible enregistré depuis 2004 (1,3%) après 4,1% l'année précédente. Pour 2021, la SARB prévoit une reprise modérée de l'inflation (taux moyen de 4% en 2021). L'institution monétaire a par ailleurs révisé à la hausse ses prévisions de croissance en tablant sur une contraction de 7,1% en 2020 (contre -8% préalablement) suivi d'une croissance de +3,6% en 2021 (contre +3,5%).

La production minière continue d'enregistrer des performances inquiétantes au mois de décembre (StatsSA)

Selon StatsSA, la production minière a reculé de -11,6% au mois de novembre comparativement à la même période l'an passé, après -5,9% en octobre et -2,4% en septembre. Après le rebond encourageant enregistré au deuxième trimestre (+37,3%), la rechute entamée depuis plusieurs mois s'explique principalement par la seconde vague de Covid-19 qui sévit dans certaines géographies, avec un impact négatif sur la demande adressée à l'Afrique du Sud. Les minerais de fer (-35,3% et contribution négative de -3,9 points), du groupe platine (-16,1% et -3,4 points), le manganèse (-15,9% ; -1,5 point) et le charbon (-5,9% ; -1,5 point) sont les principaux contributeurs à cette baisse.

La directrice générale du FMI s'exprime sur la situation économique du pays (FMI)

Le 13 Janvier 2021, la Directrice Générale du FMI, Mme Kristalina Georgieva a rappelé lors d'une conférence de presse que la réponse de l'Afrique du Sud face à la crise avait été adaptée en mobilisant à la fois le levier monétaire, budgétaire et en sollicitant le fond d'urgence du FMI. Elle a aussi rappelé les difficultés auxquelles faisait face le pays avant la crise : dysfonctionnement des entreprises publiques, importance du chômage, etc. Elle a souligné que le pays, avec des marges budgétaires limitées devait établir des priorités en matière de dépenses et qu'il pourrait probablement s'ouvrir davantage

aux financements des institutions financières internationales – le pays est par exemple toujours en négociations avec la Banque Mondiale pour bénéficier d'un appui budgétaire de plusieurs centaines de millions de dollars. Pour rappel, lors de la dernière mise à jour de ses prévisions (octobre 2020) le FMI tablait sur une contraction du PIB de 8% pour 2020 – l'institution a récemment laissé entendre que la récession devrait être moins importante qu'annoncée.

Angola

Accord du Club de Paris pour l'extension de l'initiative de suspension du service de la dette

Conformément aux annonces faites par le G20 en octobre dernier, et suite à la demande des autorités angolaises, le ministère des Finances et les membres du Club de Paris ont signé un avenant au Mémorandum d'entente pour permettre l'extension de l'initiative de suspension du service de la dette jusqu'en juin 2021. Cette prolongation se fera selon les mêmes conditions que la première phase de l'initiative, soit une suspension totale du remboursement du principal et du paiement des intérêts. Les membres du G20 décideront en avril, lors des assemblées de printemps du FMI et de la Banque Mondiale, si l'initiative sera prolongée pour une période supplémentaire de six mois.

Botswana

L'inflation se stabilise à 2,2% au mois de décembre (Statistics Botswana)

Au mois de décembre, et pour le troisième mois consécutif, le taux d'inflation sur un an s'est élevé à 2,2%. Les principaux postes contributeurs à l'augmentation des prix demeurent les postes « logement, eau et électricité » (+5,1% sur un an, soit une contribution positive de +1,2 point) et « alimentation » (+3,7% et +0,5 point), modérée par l'évolution des prix dans le secteur des transports (-2,4% et -0,6 point).

Namibie

L'inflation accélère pour atteindre 2,4% en décembre (Bank of Namibia – BoN)

Au mois de décembre, le taux d'inflation sur un an a légèrement augmenté pour atteindre 2,4%, après 2,2% au mois de novembre. Les principaux contributeurs à l'augmentation des prix sont les denrées alimentaires (+7,6% sur un an, soit une contribution positive de +1,3 point) et l'alcool et le tabac (+4,3% et +0,6 point). A l'inverse, on a observé une baisse des prix pour les postes « logement » (-1,3% et -0,4 points) et « transports » (-1,3% et -0,2 point). Pour 2020 l'inflation moyenne s'est élevée à 2,2%, après 3,7% en 2019 – un niveau bien inférieur à la fourchette cible fixée par la BoN (entre 3 et 6%). A noter que pour 2021, la banque centrale table sur une augmentation de l'inflation à un niveau proche des 4%, ce qui devrait toutefois permettre à l'institution monétaire de continuer à suivre la politique monétaire menée par la banque centrale d'Afrique du Sud et ainsi soutenir la parité avec le rand, prévu dans le cadre de zone monétaire commune (*Common Monetary Area – CMA*).

Zambie

Glencore cède ses parts dans la mine de cuivre de Mopani (Glencore)

Après plusieurs mois de rumeurs et de négociations, l'entreprise minière Glencore a annoncé dans un communiqué en date du 19 Janvier avoir signé un accord pour la cession de sa participation de 90% dans la mine de cuivre de Mopani à son partenaire *ZCCM Investment Holding* – holding détenue par l'Etat zambien à 77% et qui regroupe la plupart des intérêts de l'Etat zambien dans le secteur minier. Sous réserve de la validation du conseil d'administration de la holding, la transaction devrait être finalisée dans les trois prochains mois. Le montant de l'opération comprend la reprise d'une dette de 1,5 Md USD toujours due par Glencore à ses créanciers au titre des investissements réalisés dans la mine (*transaction debt*).

Zimbabwe

Le gouvernement revient en partie sur sa réforme de la loi d'indigénisation dans le secteur minier (Finance Act 2020)
Selon une nouvelle réglementation promulguée en décembre 2020 (section 36 du *Finance Act n°2 2020*), le gouvernement serait revenu, dans le secteur minier, sur la libéralisation de l'investissement étranger décidée en 2018 – obligeant de nouveau toute entreprise étrangère à être associée à un citoyen zimbabwéen majoritaire (au minimum 51% des parts de la société).

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le SER de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria, avec la contribution des Services Economiques de Luanda et Maputo

Adresse : 250 Melk Street, Nieuw Muckleneuk, Pretoria / <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Rédigées par : Antoine WILLENBUCHER

Revues par : Fabien BERTHO